

CONFÉRENCE : L'EMPIRE DU LIBRE-ÉCHANGE

Nous sommes plusieurs à être interpellés par les mesures d'austérité, mais à quoi servent-elles réellement? Le Canada a négocié de nombreux accords de libre-échange : avec l'Union européenne (AECG) et 11 pays de la zone du Pacifique, entre autres. **Ces accords vont changer en profondeur notre réalité économique, ils affecteront à la fois notre démocratie et nos services publics.** Comment participera le Québec à ces accords de libre-échange ? Par la Stratégie maritime du gouvernement libéral du Québec qui prévoit réorienter la majeure partie de notre économie dans ce secteur d'activités.

Pierre Marc Johnson, négociateur en chef du Québec pour l'AECG (nommé par Jean Charest en 2009) disait, lors d'une conférence pour la CORIM en juillet 2014 :

« L'AECG veut affirmer que la prospérité vient avec le lien commercial amplifié avec l'Europe et signifie la reconnaissance de l'importance centrale de l'application des lois du marché, le rejet du protectionnisme... »

Il affirmait également, lors d'une conférence réalisée pour les Manufacturiers et exportateurs du Québec en avril 2014 à propos de l'AECG :

*« Quel était l'intérêt de l'Europe dans cette négociation? Trois intérêts. Premièrement, celui de la **pénétration des marchés publics canadiens**. Pourquoi? Parce que les entreprises européennes sont assez bien équipées. À 28 pays vous pouvez en faire pas mal de services et de biens, que vous pouvez fournir à l'ensemble des paliers de décision canadiens en matière d'approvisionnement dans le secteur public... »*

Cette conférence, donnée par Claude Vaillancourt d'ATTAC-Québec et par Bertrand Schepper de IRIS-Recherche permettra de mieux comprendre les diverses implications du libre-échange.

CHANGEONS LE SYSTÈME, PAS LE CLIMAT

Depuis 1970 nous célébrons le *Jour de la Terre*, un événement environnemental très important à travers le monde. En 2005, l'UNESCO publiait un rapport accablant sur l'impact de l'homme sur la planète. En effet, le bien-être des humains est menacé, et ce, d'ici quarante ans.¹

À Paris en décembre dernier, à la COP21, 196 pays ont signé un accord pour combattre les changements climatiques. Certains voient cet accord comme un important pas en avant, d'autres le considèrent comme insuffisant. Sylvain Angerand, de l'ONG les *Amis de la Terre*, disait ²:

« Ce qui nous scandalise, c'est le décalage total entre la prise de conscience et ce qu'il faudrait faire : revoir les modèles agricoles, industriels, énergétiques... Surtout qu'il n'y a rien à inventer, les solutions existent.

C'est vraisemblablement dans les dix prochaines années que ça se joue. Ensuite, les impacts seront impossibles à gérer pour les pays vulnérables. Deux degrés de réchauffement, ça signifie clairement que des zones deviendront inhabitables, qu'il y aura d'importantes vagues de migration, que l'insécurité alimentaire s'aggraverait... »

Claude Vaillancourt d'ATTAC-Québec mentionnait également que « les accords de libre-échange permettent quant à eux aux entreprises de s'attaquer à des réglementations conçues pour protéger l'environnement »³.

Sur ce sujet, lors du BAPE, Transcanada s'est fait demander si elle s'engageait à ne pas poursuivre le gouvernement du Québec ou du Canada si ceux-ci rejetaient Énergie Est sur la base d'un test climat ou d'un manque d'acceptabilité sociale et ils ont refusé de répondre.

Les différents enjeux actuels nous forcent à nous poser cette question essentielle : que doit-on faire pour combattre les changements climatiques et sauver notre planète?

***** Contribution volontaire afin de payer les frais des conférenciers *****

¹ <http://www.journee-mondiale.com/112/journee-mondiale-de-la-terre.htm>

² http://www.liberation.fr/planete/2015/12/11/cop-21-c-est-se-foutre-de-nous-que-de-brandir-l-objectif-de-15-ou-2-degrees_1420044

³ http://quebec.huffingtonpost.ca/claude-vaillancourt/accord-de-paris_b_8853592.html